

Le point de vue des bailleurs de fonds

POUR LA
DIRECTION GÉ-
NÉRALE DE LA
COOPÉRATION
INTERNATIONA-
LE ET DU DÉVE-
LOPPEMENT DU
MINISTÈRE
FRANÇAIS
DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
(MAE)

3 questions à Christian Thimonier et Alain Derevier

Quelles sont les priorités actuelles du MAE en terme de financement de la recherche du Sud ?

Le financement de la recherche au Sud vise quatre niveaux d'intégration croissants : Former les jeunes chercheurs pour remplacer la génération précédente, aider les équipes à se structurer, soutenir les réseaux de recherche régionaux et aider à l'émergence de pôles d'excellence. Cet « escalier de l'excellence » s'inscrit tout à fait dans le cadre des priorités du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) auquel le MAE souscrit pleinement.

Quel est selon vous aujourd'hui le niveau d'indépendance de la recherche du Sud ?

La science étant universelle, le concept d'indépendance n'est sans doute pas très

pertinent dans ce domaine. Je parlerai plutôt d'interdépendances. En revanche, si vous parlez de la capacité des communautés du Sud à définir leurs priorités de recherche, je puis affirmer que c'est une priorité, je dirai même une finalité, du soutien du MAE. C'est pourquoi le ministère considère que si le partenariat scientifique avec les institutions de recherche françaises est important, il doit se faire autour des problématiques définies par les partenaires du Sud, et en appui à leur propre démarche.

Quelles sont les perspectives d'évolution du financement et de l'appui français à la recherche du Sud pour les années à venir ?

Je ne peux vous indiquer de perspectives chiffrées dans la mesure où le Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement (Cicid) qui réfléchit aux perspectives d'accroissement de l'aide publique au

développement française n'a pas terminé ses travaux. Je peux cependant souligner deux points critiques. Tout d'abord le fait que l'action de coopération scientifique avec le Sud s'inscrit de plus en plus nécessairement dans le cadre des priorités du développement durable. Cela a un sens pour ce qui concerne les thématiques prioritaires (alimentation, lutte contre la pauvreté, environnement, santé, climat), mais également sur la méthode (appui aux capacités scientifiques et institutionnelles, développement de l'innovation plutôt que simple transfert de technologies, par exemple).

Christian Thimonier est sous-directeur de la coopération scientifique et de la recherche. Alain Derevier est chargé de mission « Recherche pour le développement durable », alain.derevier@diplomatie.gouv.fr

LA RECHERCHE
AGRICOLE À LA
BANQUE
MONDIALE

DANS LES ANNÉES 80, la Banque mondiale (BM), reconnaissant l'importance de la recherche pour accroître la production agricole, augmenta de façon considérable son investissement dans la recherche agricole qui devint une des priorités de son portefeuille agricole. Depuis 1980, la BM avec un investissement de 2,5 milliards de dollars dans plus de 100 pays a été un donateur majeur. De plus, la Banque contribue à hauteur de 50 millions de dollars par an au budget des Centres internationaux de recherche (CGIAR). Cependant, depuis 1998, l'investissement de la Banque dans ce secteur a marqué le pas, surtout en Afrique et en Asie du Sud, suite aux résultats médiocres des projets de recherche agricole dans ces pays.

Le type d'investissement a évolué. Au début des années 80, l'accent portait sur les infrastructures physiques et sur la création d'instituts nationaux de recherche agricole. À partir de la fin des années 80, l'attention s'est portée sur la gestion de ces instituts à travers l'amélioration de la programmation de la recherche, visant entre autres une meilleure réponse aux besoins des utilisateurs, et l'amélioration des autres aspects de gestion : financière, équipements et infrastructures et ressources humaines. À partir du milieu

des années 90, les performances médiocres des instituts de recherche ainsi que le manque d'engagement des gouvernements à soutenir leurs instituts ont conduit la Banque mondiale à s'intéresser au système de génération et de diffusion des connaissances et de l'information pour les producteurs (*Agricultural Knowledge and Information Systems : Akis*) c'est-à-dire les acteurs (producteurs, chercheurs, vulgarisateurs, formateurs) et leurs interactions nécessaires pour la génération et la diffusion des connaissances et de l'information dans le domaine agricole au sens large (incluant toutes les activités liées à l'agriculture, l'élevage, la pêche et la gestion des ressources naturelles). Cette nouvelle approche a conduit la BM à développer des projets non plus de recherche agricole, mais de développement institutionnel englobant tous ces acteurs, y compris les organisations paysannes. Ce qui est essentiel dans cette nouvelle approche est que le producteur se trouve au centre. Au lieu de financer uniquement l'offre de services, les projets ont commencé à supporter également le développement des capacités des producteurs et de leurs organisations, c'est-à-dire la demande de services.

Les projets actuels continuent dans cette direction. En même temps, la Ban-

que mondiale encourage les pays à investir dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication et dans certains domaines de recherche, en particulier : (i) les technologies post-récolte, la transformation en liaison avec les besoins des marchés ; (ii) les recherches sur l'amélioration de la gestion de l'environnement ; (iii) les sciences sociales et l'analyse des politiques agricoles ; (iv) la biotechnologie. De plus, un accent particulier est mis pour que la recherche cible les besoins des pauvres et des groupes vulnérables ou marginalisés (femmes, jeunes).

Marie-Hélène Collion, expert senior en agriculture, Banque mondiale, mcollion@worldbank.org